

Antoine Prost

« Un devoir d'histoire »

Chercheur engagé et inlassable pédagogue, ce grand amoureux de l'archive entreprend une synthèse de l'histoire sociale de la France au XX^e siècle

ANDRÉ LOEZ

Quand on rencontre Antoine Prost dans le petit café-tabac parisien où il a donné rendez-vous au « Monde des livres », peu avant de rentrer à Orléans, inutile d'attendre bien longtemps pour savoir ce qu'il a fait de sa journée : il s'empresse de raconter une fructueuse séance à la Bibliothèque nationale de France (BNF), l'œil pétillant à l'évocation des travaux plutôt austères qu'il vient de consulter, consacrés aux banques dans l'entre-deux-guerres.

Lire, chercher, réfléchir au passé. L'historien, né en 1933, n'entend pas tourner le dos à son métier. « Je n'aime pas être payé à ne rien faire », même à la retraite, glisse-t-il. Reviennent alors en mémoire les six années qui viennent de s'écouler. Celui dont le savoir sur la Grande Guerre fait autorité, depuis une thèse fondamentale sur *Les Anciens Combattants et la société française (1914-1939)* (Presses de la FNSP, 1977), a présidé le conseil scientifique de la Mission du centenaire, établie en 2013, en infatigable commémorateur et coordonnateur d'un long cycle historique et mémoriel.

Une dimension publique de la profession d'historien qu'il assume pleinement : « L'Etat nous paye. Nous sommes des fonctionnaires, pas des érudits locaux qui travaillons pour notre plaisir. Nous remplissons une fonction sociale qui est fondamentalement d'enseigner mais qui est aussi d'établir un certain nombre de savoirs et de les mettre à disposition. »

« Le défi que les historiens doivent relever est de transformer en histoire la demande de mémoire de leurs contemporains »

A condition, bien entendu, que ce rôle auprès des autorités s'exerce en toute indépendance. Et aussi, ce qui se révèle plus difficile, que ces fonctions officielles ne privent pas trop le chercheur du temps nécessaire pour mener ses propres enquêtes. A la sortie des réunions de la mission, il n'était pas rare de le voir regarder sa montre et s'interroger : est-ce que je pourrai aller aux archives aujourd'hui ? Est-ce que ce sera trop juste pour un passage à la BNF ?

Parcours

1933 Antoine Prost naît à Lons-le-Saunier (Jura).

1975 Soutient sa thèse d'Etat : *Les Anciens Combattants et la société française (1914-1939)* (Presses de la FNSP, 1977).

1996 *Douze leçons sur l'histoire* (Seuil).

2004 *Penser la Grande Guerre* (Seuil).

2016 *Verdun, 1916*, avec Gerd Krumeich (Tallandier).

Ces années consacrées au centenaire l'ont en effet vu entreprendre, en parallèle, une recherche au long cours consacrée à l'histoire sociale de la France au XX^e siècle, dont paraît le premier volet, *Les Français de la Belle Époque*. Une entreprise de synthèse qui croise presque tous les objets d'étude auxquels il a consacré sa carrière. La première guerre mondiale, bien entendu, dont il n'a cessé de scruter les conséquences sociales. L'histoire du syndicalisme et du monde ouvrier. L'histoire de l'enseignement, enfin, dont il fut un pionnier, son premier livre, *La Révolution scolaire* (Editions ouvrières, 1963), portant sur la question de la démocratisation de l'école.

Des enjeux centraux, que beaucoup de chercheurs délaissent pourtant aujourd'hui. A l'heure où l'histoire semble devoir être connectée ou mondiale pour résonner auprès de nos contemporains, son livre sur la Belle Époque se lit comme un effort pour rester fidèle à des travaux historiques marquants mais datés, ceux qui interrogeaient les classes sociales et leurs relations, dans les années 1960-1970, à travers de lourdes enquêtes bardées de chiffres et de tableaux. « Ce que je fais, c'est un peu un sauvetage de cette historiographie, elle est devenue illisible », concède-t-il.

Pour rendre vifs et accessibles ces savoirs denses, le chercheur se fait pédagogue et sait tirer de sa longue fréquentation des sources les cas singuliers capables d'éclairer les structures sociales qu'il cherche à dépeindre : « Le problème de l'histoire sociale, expli-

que-t-il, c'est que si vous voulez que les gens comprennent, il faut raconter des histoires, des anecdotes. Mais comment est-ce que l'anecdote a valeur de preuve ? Seulement si vous avez derrière une connaissance statistique. L'histoire sociale, c'est un millefeuille de statistiques et d'anecdotes. »

On retrouve là des interrogations sur l'écriture de l'histoire qui structurent son grand livre d'historiographie, fréquenté avec profit par des générations d'étudiants, *Douze leçons sur l'histoire* (Seuil, 1996). Un livre rédigé alors que la remémoration du passé vichyste était obsédante, et qui comporte cette forte injonction, toujours si actuelle : « Le défi que les historiens doivent désormais relever est de transformer en histoire la demande de mémoire de leurs contemporains. Si nous voulons être les acteurs responsables de notre propre avenir, nous avons d'abord un devoir d'histoire. »

Ce devoir d'histoire, Antoine Prost l'a décliné de multiples façons, dans ses livres et dans ses cours à l'université Paris-I, bien sûr, mais aussi en mettant sa réflexion au service de l'action publique, bien avant la Mission du centenaire : il fut le numéro deux du cabinet de Michel Rocard à Matignon entre 1988 et 1990, et douze ans adjoint à l'urbanisme de la mairie d'Orléans – sa plus grande fierté, dit-il, évoquant les rues bâties durant cette période, « qui seront encore là dans cinq cents ans ».

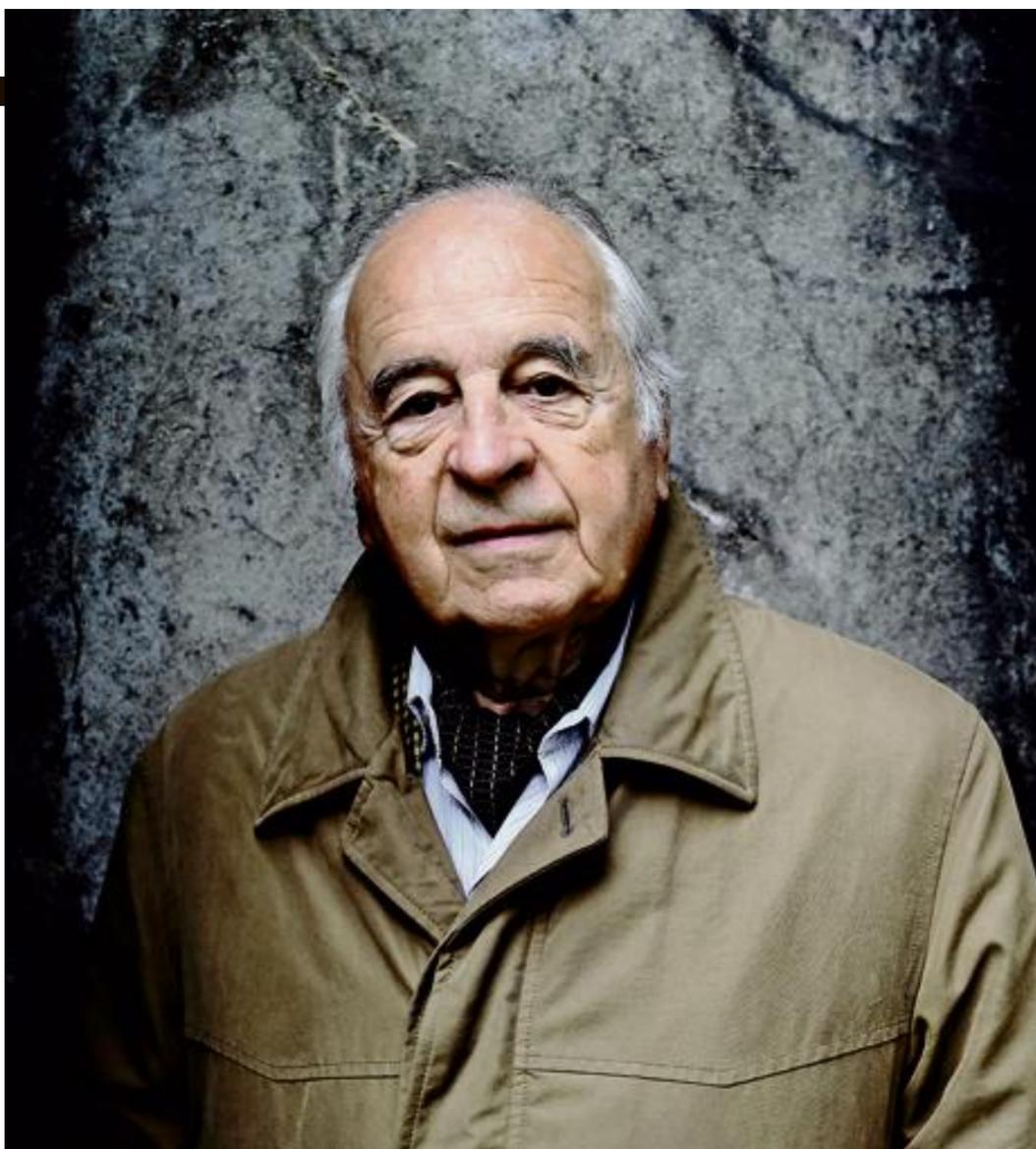
Il a également livré le matériau historique de sa propre expérience combattante, avec la publication en 2005 de ses *Carnets d'Algérie* (Tallandier), où rien de

ce qu'écrivait en 1960 le jeune sous-lieutenant normalien plongé dans la laideur de la guerre n'a été retouché. Mais le devoir d'histoire, c'est aussi celui d'alerter, lorsque la connaissance des processus historiques permet de pressentir l'effet désastreux de réformes au présent : il intitule en 2008 « Un Munich pédagogique » une tribune dans *Le Monde* où il dénonce, en historien de l'éducation, les dangers du passage à la semaine de quatre jours dans l'école primaire.

C'est que l'étude du passé ne s'éloigne jamais chez lui d'interrogations actuelles. « Si j'avais été de votre génération, dit-il, j'aurais probablement fait de la sociologie, parce que ce qui m'intéresse ce sont les problèmes du présent. Je cherche à les expliquer en voyant d'où ils sortent. » Un propos qui éclaire son dernier livre d'un jour nouveau. Classique, sage en apparence, il fourmille en réalité de défis aux lectures stéréotypées des années 1890-1914. La paisible France d'antan, l'efficace école de Jules Ferry, autant d'images trompeuses qu'Antoine Prost prend plaisir à écorner, pointant la violence des conflits sociaux et des inégalités scolaires d'alors.

D'autant qu'il a vécu, dans son enfance, des aspects de ce monde disparu : « J'ai connu la ferme où l'on allait chercher l'eau au puits pour la boisson, la fontaine publique pour le lavage. » Une connaissance intime de ce passé, qui, parce qu'elle est ajoutée à une longue imprégnation historiographique, permet de mettre à distance toute idéalisation. Il précise ainsi le sens de son ouvrage : « Le côté nostalgique de nos contemporains m'énervé. Cette façon de regarder en arrière et de regretter le temps où on mangeait les poulets de son poulailler et où on buvait le lait de sa vache, c'est bien beau dans la littérature, mais dans la réalité c'était d'une dureté, d'une difficulté... Mon livre est d'une certaine manière une entreprise de démythification. Je tiens à dire à nos contemporains : non, ce n'était pas une belle époque. »

Une approche salutaire, à l'heure où les lectures passivistes de l'histoire nationale imprègnent tant le débat public. Une leçon de méthode, aussi, qui réaffirme la centralité de l'histoire sociale et donne envie de lire la suite du projet. Il faut pour cela laisser Antoine Prost retourner à son travail, au train Paris-Orléans où va se décanter la prise de notes du jour, s'affiner le plan du prochain livre. Lire, chercher, faire de l'histoire, encore, toujours. ■



Antoine Prost, en 2016, à Paris. BRUNO CHAROY/PASCO

EXTRAIT

« La fête n'est pas le loisir. Celui-ci s'imbrique dans les interstices d'un travail qui ne sature pas les journées. Les ouvriers de la Belle Époque avaient peu de loisirs, qu'ils consacraient à leurs enfants et à leur famille, notamment le dimanche. Mais des fêtes ponctuaient leur existence ; elles constituaient une rupture dans un labeur continu, une transgression réglée des normes et des usages quotidiens, avec des cortèges, des flonflons, des manèges, des jeux traditionnels, course en sac et mâts de cocagne, de grands bals. (...) Les fêtes occupaient un espace public genré. Les garçons jouaient dans la rue, mais peu les filles, et pas aux mêmes jeux. La sociabilité féminine se déployait au lavoir : là circulaient les nouvelles et les rumeurs du quartier. »

LES FRANÇAIS DE LA BELLE ÉPOQUE, PAGE 105.

La dureté d'un temps révolu

ON EST FRAPPÉ, en lisant *Les Français de la Belle Époque*, par un choix d'écriture, celui de l'imparfait, comme pour asséner avec plus de force les réalités du passé : « La crasse était générale » ; « Les ouvriers ne vivaient pas très vieux » ; « La grève tuait ». Mais il ne s'agit pas simplement de restituer la dureté d'un temps révolu. L'ouvrage s'appuie sur ces données fondamentales, sans verser dans le misérabilisme, pour déployer ensuite avec un grand sens de la nuance toute la gamme des expériences sociales, passant en revue la condition bourgeoise et le sort

des domestiques, la vie des ouvriers et le travail des paysans, les rapports au sein du couple et les inégalités persistantes du système scolaire, l'exiguïté des logements et l'animation des rues.

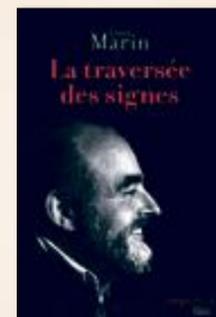
Un tableau social d'une grande précision que viennent encore affiner l'attention aux variantes régionales et le recours aux témoignages comme à la littérature : on croiera dans ces pages Jean Guéhenno ou Marcel Proust. Mis bout à bout, ces éléments constituent plus que des rappels utiles sur la violence des clivages sociaux d'autrefois. Ils livrent aussi des clés d'explication permettant de comprendre com-

ment une société aussi inégalitaire, aussi divisée autour de la question religieuse, a pu fonctionner, et résister à l'immense choc de 1914. Une « culture de la déférence » tempérée par une véritable mobilité sociale forme l'armature d'une société « beaucoup plus solide et plus forte qu'on aurait pu le penser ». ■ A. LO.

LES FRANÇAIS DE LA BELLE ÉPOQUE, d'Antoine Prost, Gallimard, 384 p., 22 €. Signalons aussi, du même auteur, la parution en poche d'*Histoire des réformes de l'éducation*, Points, « Histoire », 400 p., 10 €.

La traversée des signes

Louis Marin



Pouvoir et représentation

9 € - ISBN 978-2-7132-2729-5

Éditions EHESS | www.editions.ehess.fr
Diffusion : CDE/SODIS